

CHAP. 71

Loi amendant les lois qui concernent la *Montreal Street Railway Company*

(Sanctionnée le 4 juin 1910)

ATTENDU que la *Montreal Street Railway Company* a Préambule. représenté, par sa pétition, qu'en sus des pouvoirs qu'elle possède actuellement, elle désire obtenir l'autorisation nécessaire pour construire, exploiter et maintenir un chemin de fer souterrain comme il est dit ci-dessous, et qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition ;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. La compagnie, en sus des pouvoirs que lui confère sa Construc- charte actuelle, est autorisée à construire, exploiter et main- tion, etc., tenir un chemin de fer souterrain à travers la cité de Mont- d'un chemin réal, et à faire et accomplir tous les travaux qu'elle jugera de fer souterrain. nécessaires ou utiles à cette fin.

2. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, Consente- ladite compagnie n'exercera dans la cité de Montréal, aucun ment de la des privilèges ou franchises mentionnés dans la présente loi cité de Mont- sans avoir au préalable obtenu le consentement de la cité. Ce réal. consentement, s'il est accordé, devra être donné par règlement ainsi qu'il y est pourvu par la charte de la cité, et ce règle- ment devra contenir toutes les conditions que la cité jugera à propos d'y insérer pour protéger ses intérêts.

Les articles 5917, 5918 et 5919 des Statuts refondus, 1909, Dispositions ne s'appliqueront pas à ce règlement. non applica- bles.

3. L'article 6645 des Statuts refondus, 1909, est remplacé, S. R., 6645, pour la compagnie, par le suivant : remp. pour la compagnie.

“ **6645.** La compagnie devra commencer la construction Commence- de son système souterrain et y dépenser deux millions de ment des tra- piastres dans les quatre ans à compter de l'entrée en vigueur vaux. de la présente loi et, si ces travaux ne sont pas ainsi com- mencés ni cette dépense ainsi faite, les pouvoirs conférés à la compagnie par la présente loi cesseront et deviendront nuls et de nul effet, pour ce qui regarde la partie des travaux de la compagnie demeurée alors inachevée.”

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanc- Entrée en vi- tion. gueur.